Rwanda : Macron "reconnaît" les responsabilités de la France dans le génocide

@rib News,Â 28/05/2021Â â€“ Source AFP Le prÃ©sident Emmanuel Macron a reconnu jeudi Ã Kigali les "responsabilitÃ©s" la France dans le gÃ©nocide des Tutsi de 1994 au Rwanda, dans un discours trÃ¨s attendu oÃ¹, sans prÃ©senter d'excuses, il a dit espÃ©rer le pardon des victimes. "En me tenant, avec humilitÃ© et respect, Ã vos cÃ´tÃ©s, je viens reconnaÃ®tre nos responsabilitÃ©s", a-t-il dÃ©clarÃ©, tout en affirmant que la France n'avait "pas Ã©tÃ© complice" du gÃ©nocide ayant fait plus d 800.000 morts.

du gÃ©nocide ayant fait plus de 800.000 morts. Son discours a Ã©tÃ© saluÃ© par son homologue Paul Kagame lors d'une confÃ©rence de presse communeÂ : "Ses paroles avaient plus de valeur que des excuses. Elles Ã©taient la vÃ©ritÃ©", a-t-il rÃ©agi, Ã©voquant le "courage immense" de son "ami" Emmanuel Macron. Les deux prÃ©sidents ont promis, selon les mots de M. Macron, de renouer des relations "puissantes et irrÃ©versibles" entre leurs deux pays. Les rescapÃ©s du gÃ©nocide ont accueilli avec des Ã©motions partagÃ©es le discours du chef de l'Etat franÃ§ais. "J'ai aimÃ© le ton et les mots qu'il a utilisÃ©s (...) MÃªme s'il n'y a pas eu le mot +pardon+, quand mÃªme, il a fait un grand pas", selon Marie Grace Mukabyagaju, Ã¢gÃ©e de 59 ans. Egide Nkuranga, prÃ©sident de la principale organisation de rescapÃ©s, Ibuka, a regrettÃ© que M. Macron n'ait "pas prÃ©sentÃ© clairement des excuses au nom de l'Etat franÃ§ais", ni "mÃªme demandÃ© pardon". Mais "il a vraiment essayÃ© d'expliquer le gÃ©nocide et la responsabilitÃ© de la France. C'est trÃ¨s important, Ã§a montre qu'il nous comprend", a-t-il reconnu. Emmanuel Macron s'est justifiÃ© en estimant que l'Ã©vocation d'"excuses", Ã©galement souhaitÃ©e par des responsables politiques franÃ§ais, n'Ã©tait pas "appropriÃ©e" et qu'il prÃ©fÃ©rait la "reconnaissance des faits". Quant au pardon, "ce n'est pas moi qui peut le donner", a-t-il ajoutÃ©. - Le don du pardon - Â Dans son discours empreint de solennitÃ© au mÃ©morial du gÃ©nocide de Kigali, oÃ¹ reposent les restes de plus de 250.000 victimes, il a dÃ©clarÃ© espÃ©re que ceux qui "ont traversÃ© la nuit" du gÃ©nocide des Tutsi puissent "faire le don de nous pardonner". La France a fait "trop longtemps prÃ©valoir le silence sur l'examen de la vÃ©ritÃ©", a-t-il regrettÃ©. L'objectif affichÃ© d'Emmanuel Macron Ã©t de "finaliser" la normalisation des relations avec le Rwanda aprÃ¨s "27 annÃ©es de distance amÃ¨re (...) d'incomprÃ©hension, de tentatives de rapprochement sincÃ¨res mais inabouties". En 2010, Nicolas Sarkozy, seul prÃ©sident franÃ§ais Ã s'Ãªtre rendu Ã Kigali depuis le gÃ©nocide, avait dÃ©jÃ reconnu de "graves erreurs" et "une forme d'aveuglement" des autoritÃ©s franÃ§aises ayant eu des consÃ©quences "absolument dramatiques". Pour Emmanuel Macron, la France n'a cependant "pas Ã©tÃ© complice" des gÃ©nocidaires, ce qu'avait Ã©galement conclu le rapport d'historiens dirigÃ© par Vincent Duclert remis en mars. "Les tueurs qui hantaient les marais, les collines, les Ã©glises n'avaient pas le visage de la France", a-t-il dÃ©clarÃ©. "Le sang qui a coulÃ© n'a pas dÃ©shonorÃ© ses armes, ni les mains de ses soldats qui ont eux aussi vu de leurs yeux l'innommable, pansÃ© des blessures et Ã©touffÃ© leurs larmes". Mais "au lendemain, alors que des responsables franÃ§ais avaient eu la luciditÃ© et le courage de le qualifier de gÃ©nocide, la France n'a pas su en tirer les consÃ©quences appropriÃ©es", a-t-il poursuivi. - Un ambassadeur Ã Kigali - La question du rÃ´le de la France avant, pendant et aprÃ¨s le gÃ©nocide a Ã©tÃ© un sujet brÃ»lant pendant des annÃ©es, conduisant mÃªme Ã une rupt des relations diplomatiques entre Paris et Kigali entre 2006 et 2009. Le fossÃ© s'est cependant comblÃ© depuis le dÃ©but du quinquennat avec une sÃ©rie d'initiatives franÃ§aises pour sortir de l'impasse. Dont le rapport Duclert, qui a conclu aux "responsabilitÃ©s lourdes et accablantes" de la France et Ã l'"aveuglement" du prÃ©sident socialiste de l'Ã©poque FranÃ§ois Mitterrand et de son entourage face Ã la dÃ©rive raciste et gÃ©nocidaire du gouvernement hutu que soutenait alors Paris. Pour concrÃ©tiser cette normalisation, M. Macron a annoncÃ© jeudi la nomination prochaine d'un ambassadeur franÃ§ais au Rwanda, oÃ¹ le poste est vacant depuis 2015. Le prÃ©sident franÃ§ais s'est engagÃ© "Ã ce quâ€™aucune personne soupÃ§onnÃ©e de crimes de gÃ©nocide ne puisse Ã©chapper Ã la justice", alors que plusieurs rÃ©sident en France. Jeudi, l'historien Vincent Duclert s'est fÃ©licitÃ© de la "relation spÃ©ciale" et "forte" qui allait s'Ã©tablir entre Paris et Kigali. Avant cette visite, l'opposition rwandaise a dÃ©plorÃ© le "silence" d'Emmanuel Macron "devant le rÃ¨gne autoritaire et les violations des droits humains" sous Paul Kagame, prÃ©sident depuis 2000. Une rÃ©forme de la Constitution de 2015 permet Ã ce dernier de potentiellement s'y maintenir jusqu'en 2034. Pour tenter de redonner de la vigueur au franÃ§ais, Emmanuel Macron a Ã©galement inaugurÃ© un nouveau Centre culturel francophone Ã Kigali, sept ans aprÃ¨s la fermeture de l'Institut franÃ§ais au Rwanda. Il doit se rendre vendredi en Afrique du Sud pour une visite consacrÃ©e Ã la pandÃ©mie de Covid-19 et notamment Ã la production de vaccins sur le continent.